

Le phénomène *Podemos* : du tremblement de terre à l'essoufflement ?

Claire Decobert
Université d'Orléans

Résumé : Dans cet article, nous souhaitons nous interroger dans un premier temps sur les origines, l'idéologie et les stratégies de *Podemos* qui ont permis l'ascension fulgurante du parti, provoquant un séisme sans précédent sur la scène politique espagnole à partir de 2014 en insufflant le changement, avant de proposer une réflexion sur l'essoufflement du parti lors des élections législatives de 2016. En nous appuyant sur les sondages fournis par le *Centro de Investigaciones Sociológicas* et les résultats des élections, en plus des sources traditionnelles – manuscrits et articles de presse – nous tenterons d'émettre des hypothèses afin de comprendre le fiasco électoral du 26 juin 2016. En résumé, nous proposerons de donner des clés d'interprétation pour comprendre la trajectoire du parti et sa possible évolution depuis sa création, afin de mieux appréhender les nouveaux contours du panorama politique espagnol.

Mots -clés : *Podemos*, élections législatives, partis politiques, Espagne

Issu du mouvement des Indignés du 15 mai 2011 qui avait pour objectif de faire une dénonciation vigoureuse de l'austérité et de la gestion de la crise par le gouvernement¹, le phénomène *Podemos* a connu en quelques années une percée considérable, déstabilisant la scène politique espagnole et remettant en cause le traditionnel bipartisme en vigueur depuis la fin de la Transition Démocratique. En effet, depuis son score inattendu lors des élections européennes de 2014 – cinq députés – aux élections législatives du 20 décembre 2015, le parti *Podemos* a obligé les partis traditionnels, le Parti Populaire et le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, à penser une politique de pactes avec les nouvelles forces en présence, plongeant le pays dans une situation politique inédite.

Suite à l'échec du PP, pourtant vainqueur des élections de décembre 2015, pour former des pactes avec d'autres partis politiques, et à l'impossibilité d'investir le leader du PSOE², de nouvelles élections ont été convoquées en Espagne afin de mettre fin à ces longs mois de chaos politique qui ont laissé le pays sans gouvernement. Mais les résultats des élections du 26 juin 2016 n'ont pas été à la hauteur des attentes de Pablo Iglesias et de son équipe qui, fort des résultats lors des élections précédentes avec 24,3% des voix, espéraient devancer dans les urnes

¹ Suite à la crise financière qui avait frappé le pays en 2008, des milliers d'Espagnols se sont trouvés dans l'incapacité de rembourser leur crédit immobilier ou de payer leur loyer et ont été expulsés de leur logement. D'autres ont été victimes de spéculations immobilières, ce qui a entraîné leur expropriation et un grand nombre de démolitions de logements.

² Pedro Sánchez avait été proposé par le roi Felipe VI selon ce qui est prévu dans la Constitution espagnole.

le PSOE et faire subir ce que Syriza, le mouvement du premier ministre grec Alexis Tsipras, avait infligé au Pasok grec. Le scrutin, en donnant la victoire au parti de Mariano Rajoy avec 33% des suffrages, et en reléguant *Podemos* à la troisième position, coiffé au poteau par le PSOE grâce à ses 22,7 %, a montré que le bipartisme n'avait pas disparu au profit d'un quadripartisme – *Podemos*, *Ciudadanos*, PP et PSOE – et que les Espagnols n'étaient pas encore prêts à assumer ce vent de renouveau.

Dans cet article, nous souhaitons nous interroger dans un premier temps sur les origines, l'idéologie et les stratégies de *Podemos* qui ont permis l'ascension fulgurante du parti, provoquant un séisme sans précédent sur la scène politique espagnole en insufflant le changement, avant de proposer une réflexion sur l'essoufflement du parti lors des dernières élections législatives. En nous appuyant sur les sondages fournis par le *Centro de Investigaciones Sociológicas* et les résultats des élections, en plus des sources traditionnelles – manuscrits et articles de presse – nous tenterons d'émettre des hypothèses afin de comprendre le fiasco électoral du 26 juin 2016. En résumé, nous proposerons des clés interprétatives pour comprendre la trajectoire du parti et sa possible évolution depuis sa création, afin de mieux appréhender les nouveaux contours du panorama politique espagnol.

Toutefois, il est essentiel de présenter les limites de notre étude car si *Podemos*, en tant que formation politique, est sans aucun doute le phénomène le plus fascinant dans la politique espagnole depuis la victoire du PSOE en 1982, il est également le plus insaisissable. Il nous est difficile, compte tenu de son caractère récent et du temps nécessaire pour rassembler et confronter des faits et des données, d'expliquer ce phénomène social et de théoriser l'impact de *Podemos* sur la manière de faire de la politique en Espagne. En effet, n'importe quelle analyse concluante sur son éventuel essoufflement peut très vite être désactualisée. Les résultats obtenus ne sont donc que des hypothèses partielles et provisoires et doivent donc être complétés par des analyses ultérieures.

Pour comprendre l'ascension fulgurante de *Podemos*³, il faut remonter à quelques années en arrière, en mai 2011, quand, sur un fond de printemps arabe, et en pleine campagne électorale pour les élections législatives, des initiatives citoyennes ont appelé dans toutes les villes d'Espagne à manifester, entre autres, contre les mesures d'austérité mises en place pour

³ Pour plus d'informations sur la naissance du mouvement des Indignés et de *Podemos*, voir BARRET, Christophe, *Podemos. Pour une autre Europe*, Paris, Les Editions du Cerf, 2015. NEZ, Héroïse, *Podemos. De l'indignation aux élections*, Paris, Les petits matins, 2015. TORREBLANCA, José Ignacio, *Asaltar los cielos. Podemos o la política después de la crisis*, Madrid, Penguin Random House Editorial, 2015; ALBERTOS, José Fernández, *Los votantes de Podemos : del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2015.

lutter contre les conséquences sociales et économiques désastreuses de la crise pour les classes moyennes⁴. Cette manifestation pacifique a également cherché à défendre une « démocratie réelle », c'est-à-dire directe et participative, face à la profonde perte de confiance dans les élus et les partis politiques. Par conséquent, la grande vague de protestation du 15 mai 2011, connue comme le mouvement des Indignés, ne doit pas être considérée comme « une manifestation traditionnelle de la gauche de la gauche contre le système économique mais une révolte des larges segments de la société, notamment des classes moyennes contre le pouvoir politique⁵ », rendant l'opposition gauche/droite complètement obsolète. En dépit de l'ampleur du phénomène qui était parvenu à réunir 8,5 millions de personnes et qui a incontestablement marqué un avant et un après dans l'histoire de l'Espagne, le mouvement citoyen s'est essoufflé, faute de parti politique capable de relayer les revendications des citoyens ; le Parti Populaire de Mariano Rajoy a ensuite gagné les élections :

“Todo el mundo reconoce que el 15-M fue un acontecimiento con mayúsculas. Supuso una discontinuidad en la historia de la España contemporánea porque una nueva generación irrumpió en las plazas con la Puerta del Sol como lugar emblemático. Miles de personas acamparon allí durante varias semanas y desafiaron al poder y al sistema en medio de una campaña electoral. Sus mensajes conectaron con la mayoría de la sociedad española: « no somos mercancía de políticos y banqueros », « no es una crisis, es una estafa », « no nos representan », « que acabó siendo el mensaje más fuerte [...] a partir de la respuesta de ese giro, se generó un ciclo de luchas que fue extendiéndose a distintos sectores de la sociedad y fue creando un espacio público novedoso de repolitización de una nueva generación⁶”.

Il faudra attendre plusieurs années pour que, dans ce contexte de grande instabilité politique qui trouve son origine dans la multiplication des scandales de corruption et dans la crise économique européenne, des instances dirigeantes prennent la décision de tenter l'aventure sur le terrain électoral et imposent une ligne politique. Signé par une trentaine d'intellectuels et de personnalités du monde de la culture, du journalisme et par des personnes engagées dans la lutte sociale et politique, le manifeste « Mover ficha : convertir la indignación en cambio⁷ », présenté au *Teatro del Barrio* dans le quartier de Lavapiés à Madrid le 17 janvier 2014, a souligné la nécessité de donner une forme politique institutionnelle au mouvement

⁴ Parmi ces conséquences, notons 5 millions de chômeurs en 2015 et plus de la moitié de jeunes sans travail, explosion de la bulle immobilière, expulsions de familles endettées filmées et diffusées à la télévision, perte du pouvoir d'achat généralisée, augmentation de la pauvreté, inégalités croissantes, etc.

⁵ In, *Podemos. Pour une autre Europe*, op. cit., p. 7.

⁶ BRIEGER, Pedro, « La encrucijada española » : del 15M a la disputa por el poder », in *Clave Internacional*, Madrid, 2015, p. 25-26.

⁷ « Prendre les choses en main : transformer l'indignation en changement politique ». Le manifeste a été publié le 12-13 janvier 2014 dans le journal numérique *Público* mais n'a pas été signé par Pablo Iglesias.

populaire du 15 mai et de transformer ce dernier en parti politique pour les élections européennes organisées en mai 2014. Le parti *Podemos*, expression politique du mouvement des Indignés, et dont l'allusion au *Yes we can* de la campagne de Barack Obama est plus qu'évidente⁸, est donc créé le 11 mars 2014 dans ce contexte de « crise du régime », avec à sa tête le déjà très médiatisé⁹ Pablo Iglesias¹⁰, alors professeur en Sciences Politiques à l'Université *Complutense* de Madrid. En se présentant aux élections européennes, première étape d'un long cycle électoral de presque deux ans, et avec pour objectif d'opposer des idées de gauche aux politiques proposées par l'Union Européenne – son slogan était « Es la hora de la gente » –, le bras institutionnel des Indignés a créé la surprise générale en s'imposant comme quatrième force politique du pays et en faisant élire d'emblée, contre toute attente, cinq députés au Parlement européen avec 1 200 000 voix¹¹. Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, les deux partis majoritaires ont enregistré une chute non négligeable en rassemblant à eux deux moins de 50% des voix.

Après son entrée fracassante lors des élections européennes, *Podemos* est parti tel un cheval au galop, profitant du calendrier électoral serré qui lui a offert sur un plateau d'argent une succession de campagnes électorales pour diffuser son discours populiste – discours de défense du peuple – de rupture entre le peuple et l'élite dominante, appelée « caste » selon ses propres termes. Les résultats enregistrés lors des deux années suivantes qui ont été rythmées par un total de six campagnes parlent d'eux-mêmes : lors des élections régionales anticipées en Andalousie, le 22 mars 2015, *Podemos* a fait une percée remarquable en remportant 15 sièges

⁸ Pour les origines du mot *Podemos*, voir *Podemos. Pour une autre Europe*, op. cit., p. 56.

⁹ Précisons que Pablo Iglesias avait déjà animé des émissions de télévision, *La Tuerka*, à partir de 2010, et *Fort Apache*, et avait déjà participé à des émissions, ce qui lui permet de devenir expert en communication et de se faire connaître du grand public pour son talent oratoire. Voir *Podemos. Pour une autre Europe*, op. cit., p. 61 et suivantes.

¹⁰ La totalité des fondateurs de *Podemos* sont des chercheurs et des enseignants de la faculté de sciences politiques et de sociologie de l'Université Complutense de Madrid. Ils ont comme point commun un passé militant dans les mouvements sociaux et les partis politiques à la gauche des socialistes et ils sont tous des politologues et des experts de la réalité latino-américaine. Leurs penseurs de référence sont Ernest Laclau et Chantal Mouffe. Ils s'appuient tous sur un corpus théorique solide – Perón, Castro et Chávez, Laclau et Gramsci – et ont une grande maîtrise de l'art de la rhétorique. Parmi l'équipe dirigeante de *Podemos* qui travaille et milite ensemble depuis les années 2000, notons Pablo Iglesias, très influencé par la production académique et l'activisme de Toni Negri et d'Antonio Gramsci. Il a rédigé une thèse intitulée « Masse et action collective post nationale. Une étude comparée des désobéissances : de l'Italie à Madrid (2000-2007) » ; Carolina Bescansa, spécialiste en sociologie politique et en analyse du comportement électoral (opinion publique et sondages d'opinion) ; Iñigo Errejón, militant de la mouvance anarchiste et influencé par le théoricien argentin Laclau, a rédigé une thèse « La lutte pour l'hégémonie durant le premier gouvernement du MAS en Bolivie 2006-2009 : une analyse discursive » ; Juan Carlos Monedero a rédigé une thèse intitulée « La cause de la dissolution de la République démocratique allemande. L'absence de légitimité. 1949-1989 ».

¹¹ Voir « Podemos, la sorpresa de las elecciones », in *La Vanguardia*, 26 mai 2016 ; « Podemos da la sorpresa : cuarta fuerza más votada con 5 escaños », in *ABC*, 26 mai 2014 ; « Podemos, la sorpresa de las europeas se convierte en la cuarta fuerza con cinco escaños », RTVE, 26 mai 2014.

de députés après s'être associé aux figures de la société civile et de la mouvance indépendantiste de la Catalogne et du Pays Basque ; les élections municipales et régionales du 24 mai 2015¹² ont vu la victoire des candidatures d'unité populaires soutenues par *Podemos* à Madrid, Barcelone, La Corogne, Cadix, Saint-Jacques-de-Compostelle et Saragosse, devenant la troisième force politique dans plus de la moitié des régions appelées aux urnes¹³.

Le succès de *Podemos* s'explique, selon Pablo Iglesias, par l'audace de quelques leaders désireux de prendre rapidement le pouvoir ainsi que par les circonstances favorables ouvertes par le cycle électoral commencé en 2014¹⁴. En effet, il trouve son origine dans sa capacité à recueillir, dans un contexte de dégradation de la situation institutionnelle, le désenchantement des citoyens envers la classe politique traditionnelle éclaboussée par la multiplication des scandales de corruption et incapable de gérer la crise économique ; il s'explique également par le fait qu'il a « surfé » sur le mouvement des Indignés dont il a été le calque, à travers la prolifération des assemblées locales et des réseaux. En effet, fort d'une organisation militante extrêmement efficace inspirée des cercles bolivariens et vénézuéliens, eux-mêmes inspirés des comités de défense de la révolution cubaine, il a contribué à repolitiser l'ensemble de la société grâce à ces espaces d'échanges et d'actions citoyennes mêlant adhérents et non adhérents. Avec un discours transversal, alternatif et original sur des thématiques variées telles que la Transition Démocratique, la démocratie participative, le droit au logement, la finance et le salaire minimum universel, et inspiré de la pensée hétérodoxe du théoricien marxiste italien Gramsci¹⁵ revisité par Ernesto Laclau, *Podemos* a donc cherché à représenter la majorité sociale et à rassembler tous les citoyens déçus du système politique espagnol, aussi bien de gauche que de droite. En abandonnant le vocabulaire, les références et les symboles traditionnellement utilisés par la gauche, et en recourant à des signifiants vidés de leur sens dans ce contexte mais fédérateurs tels que « la souveraineté », « la caste », « les droits sociaux », « les droits humains », « la décence » et « la démocratie », *Podemos* a redéfini le débat politique. En dépassant les clivages partisans et idéologiques traditionnels, particulièrement importants dans un pays marqué par l'héritage de la Guerre Civile et du Franquisme, et en remplaçant la traditionnelle opposition gauche / droite par un autre type de clivage, ceux d'en haut contre ceux d'en bas / bases et élites, le discours de rupture de *Podemos* a fait mouche dans une société

¹² Lors des élections municipales, *Podemos* a choisi de ne pas présenter ses propres listes, préférant soutenir des listes locales ou rassemblant des citoyens et des petits partis.

¹³ Suite à ces élections, ni le Parti Populaire ni le Parti Socialiste n'ont pas pu garder la majorité dans les villes les plus importantes d'Espagne. Pour plus d'informations, voir « La encrucijada española » : del 15M a la disputa por el poder », op. cit., p. 12-14.

¹⁴ In, *Podemos. Pour une autre Europe*, op. cit., p. 177.

¹⁵ Selon Pablo Iglesias, le combat doit être mené sur le plan de l'hégémonie culturelle.

espagnole en pleine crise sociale et politique, traduisant un immense espoir au-delà des frontières de la gauche. En effet, plutôt que de reprendre les deux camps existants, le parti couleur mauve a choisi de se positionner sur un nouveau front, entre le peuple et la « caste ». En outre, les dirigeants du parti ont très vite compris que la lutte politique se fait sur la scène la plus importante de la production idéologique : la télévision¹⁶. Cette fulgurante ascension a été facilitée par la très grande utilisation des réseaux sociaux, tels Facebook et Twitter¹⁷, pour diffuser les informations du parti, influencer l'opinion publique et encourager la participation ; elle s'explique également par la forte médiatisation du leader du parti, bien que le leadership soit en contradiction avec l'esprit du 15 mai 2011. En effet, en résumé, le succès de *Podemos*, qui a créé un tsunami sur la scène politique espagnole, a trouvé son origine dans sa capacité à se différencier des autres forces politiques traditionnelles, aussi bien sur le plan politique que stratégique.

Mais le coup de maître a été réalisé en décembre 2015 quand le parti, en s'alliant à des partis écologistes et régionalistes, a contribué à mettre à mal avec 20,68 % (députés élus : 69) le bipartisme en vigueur depuis la Transition démocratique, obligeant les partis politiques à essayer d'établir des pactes et plongeant le pays dans une crise institutionnelle inédite¹⁸. En effet, lors de ces élections la gauche radicale a encore progressé, talonnant le Parti Socialiste ; à droite, la nouvelle formation centriste *Ciudadanos* a concurrencé le Parti Populaire. Le Parlement fragmenté en quatre grandes formations a entraîné un blocage politique. Face à l'échec pour construire des alliances, Mariano Rajoy, pourtant vainqueur des élections avec 28,71% de voix (députés élus : 123), a refusé de se soumettre au débat d'investiture¹⁹. Conformément à la Constitution espagnole, le roi a proposé le candidat du deuxième parti ayant obtenu le plus de voix, Pedro Sánchez, du PSOE (22% de voix et 90 députés élus), sans que ce dernier parvienne à obtenir la confiance de la Chambre²⁰. L'impossibilité de former un

¹⁶ Depuis 2003, Pablo Iglesias anime la *Tuerka*, une émission sur Público TV. Cette expérience lui a permis d'acquérir des compétences dans les domaines de la communication politique et médiatique, le transformant ainsi en une sorte d'icône du mouvement des Indignés.

¹⁷ Pour plus d'informations sur l'utilisation des réseaux sociaux par *Podemos*, voir PEREZ AROZAMENA, Rosa, « *Podemos : la influencia del uso de las redes sociales en la política española*, Madrid, Editorial Dykinson, 2015.

¹⁸ Les résultats aux élections législatives du 20 décembre 2015 ont été les suivants : PP : 28,71% de voix (députés élus : 123), PSOE 22% de voix (députés élus : 90), *Podemos* 20,68 % (députés élus 69), *Ciudadanos* 13,94 % (députés élus 40). Voir « La crisis del Estado de partidos », *El País*, 2 mars 2016.

¹⁹ Après la victoire du PP, Mariano Rajoy s'est efforcé de faire des pactes avec les autres partis. Le PP (123) a souhaité faire un pacte avec *Ciudadanos* (40), mais le nombre de sièges était encore insuffisant puisque la majorité absolue est de 176 sièges ; le PP a cherché un accord avec le PSOE (90) qui a toujours refusé.

²⁰ « Sin épica, sin disimulos y sin esperanza », *El Mundo*, 30 août 2016 ; « Un plebiscito contra Rajoy », *El Mundo*, 2 mars 2016 ; « Moción de censura », *El Mundo*, 2 mars 2016 ; « La crisis del Estado de partidos », *El País*, 2 mars 2016 ; « La utilidad de una investidura », *El País*, 1er mars 2016 « Nueva política o la de siempre », *El Mundo*, 1er mars 2016.

gouvernement suite aux élections de décembre 2015 a provoqué la dissolution des *Cortes* et la convocation de nouvelles élections pour le 26 juin 2016 afin de débloquer la situation politique et de dégager une majorité claire²¹.

Toutefois, pour ces élections à l'allure de second tour et dont l'affrontement a eu pour objectif de capter les voix des indécis, l'alliance électorale de *Podemos* avec les néo-communistes et les écologistes sous la bannière de *Unidos Podemos*, très confiante, n'a pas connu le « sorpasso »²² tant annoncé – 24 ou 25 % des voix avec plus de 90 sièges – du vieux parti socialiste de Felipe González ou de celui de Zapatero qui a régné presque sans partage sur la gauche espagnole depuis la Transition démocratique. Il a au contraire perdu 1 100 000 voix – 21,1 % des voix et 71 sièges contre 24,4 % et 71 députés, dont 47 pour *Podemos* – par rapport aux élections précédentes de même nature, créant la surprise générale. La coalition à qui les sondages promettaient le Graal n'a pas dépassé le pire score enregistré par le Parti Socialiste – 22,7 % et 85 députés –, ce qui l'aurait transformé en simple force politique d'appoint pour former une coalition de gauche. Il n'a pas non plus éloigné Mariano Rajoy du pouvoir, qui a même conforté sa position avec 700 000 voix de plus qu'au mois de décembre et 14 députés de plus, bien qu'il ait enregistré son plus mauvais score depuis la restauration de la démocratie – 33 % des voix et 137 députés. Malgré les contestations sociales qui existent depuis des années, dues aux mesures d'austérité sévères et à la promulgation de l'impopulaire Loi Travail, à la corruption et aux scandales qui gangrènent le parti, le PP l'a emporté avec plus de 7,9 millions de voix. *Unidos Podemos* n'a par conséquent pas fait subir ce que le premier ministre grec Alexis Tsipras avait infligé au PASOK. Mais comment expliquer l'échec cuisant de *Podemos* alors qu'il était en pleine ascension ? Tout d'abord, il est essentiel de relativiser cet échec car la coalition a obtenu le même nombre de sièges que lors des élections précédentes. Toutefois, leurs espoirs et ambitions étaient tellement élevés que la défaite a été très difficile à admettre pour le parti²³. Que sont devenus les électeurs qui avaient voté pour *Podemos* le 20 décembre 2015 ? Plusieurs hypothèses peuvent être émises pour comprendre cet effondrement, effondrement d'autant plus surprenant que *Podemos* avait le champ libre pour « asaltar los

²¹ ¿Qué pasa si no logra la investidura?, *El País*, 31 octobre 2016; « Empezar sin debate y acabar sin investidura », *El Mundo*, 30 août 2016 ; « Los populares destacan el tono conciliador de su líder », *El País*, 31 août 2016 ; « Sin épica, sin disimulos y sin esperanza », *El Mundo*, 30 août 2016.

²² « Podemos acepta una alianza nacional con IU para volver a las urnas », *El País*, 21 de abril de 2016. Selon Pablo Echenique, numéro trois de *Podemos*, « La alianza podría dar el sorpasso al PSOE ».

²³ Même le Parti d'Albert Rivera, Ciudadanos a perdu un nombre conséquent de voix, 380 000, par rapport aux élections de décembre 2015. L'opportunisme de Rivera pour former un gouvernement avec le PSOE a été sanctionné par les électeurs déçus par les scandales de corruption du PP.

cielos²⁴ ». Il s'agit davantage d'une accumulation de causes que d'une cause précise. D'ailleurs, même en interne, les dirigeants ne sont pas d'accord. « Nadie sabe por qué el resultado no ha sido el que daban las encuestas. Y nosotros tampoco.²⁵ », a affirmé un des dirigeants de *Podemos*, Pablo Echenique²⁶, stupéfait devant les résultats.

Tout d'abord, il est important de souligner que les campagnes de décembre et de juin ont été très différentes. La campagne électorale menée par *Podemos* pour les élections du 26 juin a été pointée du doigt pour ses négligences et ses discordances avec le discours progressiste antérieur. En effet, tout au long de la campagne, Pablo Iglesias a fait peu d'apparitions publiques, ne s'est pas déplacé dans de nombreuses villes et Communautés autonomes ; il a même parfois fait preuve de manque de préparation dans les nombreuses apparitions télévisuelles²⁷. La coalition *Unidos Podemos* a également commis l'erreur de mener une campagne en vainqueur, comme si le parti était déjà la deuxième force du pays. Le fait de considérer qu'il y avait une polarisation de la vie politique entre le PP et *Unidos Podemos*, voire un match nul, a certainement provoqué un ralliement massif à la cause du PP, de la part d'électeurs effrayés à l'idée d'avoir Iglesias comme chef de gouvernement. Même si la coalition a innové au niveau du marketing politique grâce à son programme sous forme de catalogue IKEA, le but de cette campagne a consisté à ne pas faire de faux pas. D'après la confession de Juan Carlos Monedero²⁸, la coalition a voulu remporter les élections en fédérant le plus grand nombre d'électeurs de différents horizons à travers un discours volontairement creux, loin de tenir un discours émancipateur clair vis à vis de l'opposition. En effet, le parti a surtout souhaité véhiculer l'idée qu'il était une formation sociale-démocrate moderne en s'appuyant sur les valeurs rassurantes que sont la famille et le pouvoir d'achat. Cette stratégie a sans doute eu pour conséquence de démobiliser de nombreux sympathisants, en particulier de *Izquierda Unida*, qui ne sont pas parvenus à s'identifier au discours de *Podemos*.

²⁴ Pablo Iglesias a prononcé cette phrase fréquemment utilisée dans la rhétorique communiste le 18 octobre 2014 au Congrès des Députés. En effet, il s'agit d'un concept emprunté à Karl Marx lorsque ce dernier a voulu décrire l'insurrection qui a pris le pouvoir à Paris entre mars et mai 1871. Voir MARIN, B., « "Asaltar el cielo". ¿Quién dijo eso antes », *El País*, 18 octobre 2014. GONZALEZ, Santiago, « ¿Una cita de Marx? Pablo asalta el cielo », *El Mundo*, 21 octobre 2014.

²⁵ CARVAJAL, Alvaro, « Los cinco errores para entender el fracaso de Unidos Podemos », *El Mundo*, 2 juin 2016.

²⁶ Il est un des membres fondateurs de *Podemos*. Après avoir été le quatrième candidat à rassembler le plus de voix aux élections européennes de 2015 et d'être élu eurodéputé, il est depuis juin 2015 député au Parlement d'Aragon.

²⁷ Voir l'entretien en date du 19 juin 2016 avec Ana Pastor au cours duquel Pablo Iglesias a fait preuve d'un manque de préparation pour répondre aux questions les plus simples. L'animatrice sur la Sexta s'est également scandalisée des trahisons de Pablo Iglesias envers ses électeurs.

²⁸ Co-fondateur de *Podemos*, il a été le numéro 3 du parti jusqu'à sa démission en avril 2015 suite à des désaccords de fond et à des accusations d'irrégularités financières.

La gestion très critiquée dans les municipalités « du changement » dirigées par *Podemos* – Madrid, Valence, Barcelone, Cadix, Saragosse, La Corogne – peut avoir dissuadé les électeurs de gauche, alors désenchantés, de renouveler leur confiance en *Podemos*. Cela a notamment été le cas à Madrid où une perte de 100 000 électeurs a été enregistrée, baisse d'autant plus surprenante que l'électorat de *Podemos* est avant tout un électorat urbain.

Le pacte conclu avec IU²⁹, qui allait à l'encontre de la volonté de se différencier de l'extrême gauche manifestée après les élections européennes mais répondait cette fois-ci à des stratégies électoralistes, semble avoir mis en difficulté Pablo Iglesias, attaqué sur sa véritable filiation politique. En effet, le problème est qu'à plusieurs reprises Pablo Iglesias a voyagé de la radicalité à la modération, décevant tour à tour le noyau dur de l'électorat de *Podemos* suite à l'abandon de son orientation populiste première, et la base conservatrice séduite dans un premier temps par le discours. Le bloc très hétérogène *Unidos Podemos* – formé par *Podemos*, *Izquierda Unida*, *Equo* ainsi que des partis locaux et des associations régionales – n'a fait que créer la confusion, les partis ayant des intérêts divergents et des leaders très opposés. Le problème est qu'au fur et à mesure que le projet s'est défini, les contradictions sont devenues de plus en plus apparentes. Selon Jean Marcou, « en faisant des calculs d'apothicaire, oui, on pouvait en effet imaginer une hausse des sympathisants de *Podemos*. Mais dans les faits, ils avaient déjà vampirisé la plupart des électeurs de la gauche radicale³⁰ ». En outre, il semblerait qu'Alberto Garzón, porte-parole du nouveau parti *Unidos-Podemos*, n'ait pas été un atout pour la coalition, contrairement à ce qui était attendu. Il est donc possible que des électeurs déçus par le virage trop à gauche de *Podemos* aient reporté leur vote sur le PSOE ou que les électeurs de IU, se sentant trahis et se reconnaissant davantage dans un communisme plus traditionnel, n'aient pas souhaité voter pour *Podemos*. D'ailleurs dans les provinces où IU avait beaucoup de voix, la chute de *Podemos* a été encore plus prononcée³¹. Il apparaît donc que la refonte de la gauche et l'abandon du discours de la transversalité aient été une erreur, comme l'avait

²⁹ Il est important de souligner qu'avant les élections européennes, *Podemos* avait souhaité s'allier à IU, qui avait refusé. Depuis, les animosités n'avaient fait que se renforcer entre les dirigeants. Toutefois, Iglesias et Garzón se sont entêtés pour ces élections malgré l'opposition des voix internes. Le pacte conclu entre *Podemos* et IU s'est donc développé dans des conditions peu optimales.

³⁰ Voir citation de Jean Marcou, « Législatives en Espagne : pourquoi *Podemos* a râté son pari », *Franceinfo*, 28 juin 2016. Disponible en ligne in https://www.francetvinfo.fr/monde/espagne/legislatives-en-espagne-pourquoi-podemos-a-rate-son-pari_1519905.html, consulté le 15 septembre 2017.

³¹ Voir les résultats de ces élections par Communautés Autonomes in « Los resultados del 26-J, por comunidades autónomas », *El Mundo*, 27 juin 2016. Disponible en ligne in <http://www.elmundo.es/espana/2016/06/26/57703643e2704e4d4a8b4647.html>, consulté le 25 avril 2017.

annoncé Iñigo Errejón « Los acuerdos que se hacen bien multiplican y los que se hacen mal dividen³² ». Mais la perte de voix aurait peut-être également été plus importante sans ce pacte.

Même si on ne peut pas nier le rôle clé du leader à la queue de cheval dans l'ascension du parti, il semblerait que ce dernier ait payé la facture de son discours très à gauche. En outre, la détérioration de l'image de Pablo Iglesias, considéré comme agressif, hautain et despotique par une grande partie de l'opinion publique, peut avoir dissuadé les électeurs. Le sentiment d'intransigeance a été d'autant plus perceptible par l'électorat de gauche après les élections du 20 décembre 2015 suite auxquelles le Parlement n'est pas parvenu à s'entendre malgré le bras tendu de Pedro Sánchez à Pablo Iglesias³³, ce qui a entraîné l'organisation de nouvelles élections et la victoire de Mariano Rajoy. Cette usure de l'image a justifié l'utilisation des visages des autres leaders sur les affiches électorales, finalement sans grand succès. De très nombreux électeurs déçus par l'ascendant pris par Pablo Iglesias, alors que le mouvement se voulait être à l'origine assembléaire, horizontal et libertaire, ainsi que par le ton et l'attitude d'Iglesias envers Sánchez³⁴, se sont réfugiés dans l'abstention qui, pour ces élections, a battu des records (plus d'1,2 millions de voix en moins par rapport aux élections de même nature, soit 30,3 %). Selon les sondages, 1 électeur sur 5 décidé à voter pour *Podemos* a finalement choisi de faire d'autres activités plutôt que d'aller voter³⁵. Le recul de *Podemos* peut par conséquent trouver son origine dans la mauvaise image d'Iglesias et l'instrumentalisation qu'il en a faite, même si, paradoxalement, les intentions de vote ne reflétaient pas cette tendance.

La position favorable au projet de référendum d'autodétermination de la Catalogne a provoqué une réaction patriotique dont la chute a été d'autant plus importante dans les Communautés autonomes les plus défavorables au référendum.

³² CARVAJAL, Alvaro, « Iglesias: "Garzón y yo estamos obligados a hablar y estar a la altura" », *El Mundo*, 20 avril 2016.

³³ Le 24 février 2016, le PSOE a signé un accord de gouvernement avec Ciudadanos après plusieurs semaines de négociations ; suite à ce pacte, *Podemos* a mis fin aux négociations avec le PSOE. En effet, *Podemos* avait réclamé quatre ministères clés, un référendum sur l'autodétermination en Catalogne et un poste de vice-président pour Pablo Iglesias. Il y avait trois possibilités d'investiture : un pacte à trois entre le PSOE, C's et *Podemos* qui a échoué à cause des différences entre C's et *Podemos* ; un pacte PP, PSOE et C's et une grande coalition entre le PP et le PSOE, empêchant de permettre au PP de rester au gouvernement.

³⁴ Dans une conférence de presse très célèbre, Pablo Iglesias s'était proposé comme vice-président du Gouvernement pendant que Pedro Sánchez était réuni avec le roi et avait utilisé les expressions « agradecer la sonrisa del destino » et « cal viva ». Suite à cela, les relations se sont résumées à de la méfiance mutuelle entre les deux partis. Pedro Sánchez a reconnu dans une interview dans le journal www.diario.es « Yo hoy podría ser presidente del Gobierno si hubiera aceptado el trágala y la vicepresidencia todopoderosa de Pablo Iglesias y mi presidencia honorífica ». Disponible en ligne *in* https://www.eldiario.es/politica/PSOE-Pedro-Sanchez-elecciones-entrevista_0_527397660.html. Dans une interview dans les Echos en date du 30 juin 2016, François Hollande a affirmé que « l'intransigeance de *Podemos* a contribué à laisser gouverner la droite » en Espagne.

³⁵ « Intención de voto y valoración de líderes políticos », *El País*, https://elpais.com/elpais/2018/04/06/media/1523031908_175487.html, consulté le 25 avril 2017.

Mais l'élément qui a le plus influencé cette campagne électorale est sans aucun doute l'ouragan du Brexit à seulement deux jours des élections espagnoles. Les conséquences du vote britannique ont été utilisées comme argument électoral par tous les partis, pour faire pencher le vote en leur faveur, *Podemos* est alors devenu une cible privilégiée. En effet, dans ce climat d'incertitude au niveau international, l'opinion publique espagnole, qui a mesuré les conséquences désastreuses du vote sanction, a préféré donner sa voix aux partis politiques traditionnels, le PP et le PSOE, qui assuraient plus de sécurité et de stabilité plutôt que d'aller vers l'inconnu. D'ailleurs, Mariano Rajoy n'a pas hésité à recourir à cette arme en glissant dans un discours d'investiture prononcé au Palais de la Moncloa qu'il n'était pas le moment d'ajouter des « incertitudes à la situation actuelle » ni de faire des « expériences³⁶ ». Après des années de lutte pour retrouver la compétitivité, et surtout à cause des nombreux mois d'instabilité, les Espagnols n'ont apparemment pas souhaité jeter par-dessus bord les réformes engagées en accord avec Bruxelles par les deux gouvernements précédents, qui avaient commencé à porter leurs fruits – croissance de 3,2 % et création de 600 000 emplois en 2015³⁷ –, et ont soutenu les véritables valeurs-refuges. Dans ce sens, on peut affirmer que le PP a davantage su rentabiliser le vote utile.

Dans une vidéo³⁸ d'une minute diffusée juste après les élections, lors de l'ouverture du programme de Fort Apache, Pablo Iglesias a rejeté toutes les hypothèses qui ont été émises pour expliquer la cause de cette débâcle électorale. Selon lui, la seule raison est à chercher dans la peur de tout ce qui est nouveau, la peur de la possibilité que Pablo Iglesias soit président : « La clave, a mi entender, fue el miedo a lo nuevo. Si el Brexit influyó en algo, fue precisamente en la dirección de confirmar esos temores al cambio³⁹ ». Si dans un premier temps, le parti couleur mauve a été utilisé comme moyen de pression, de sanction ou de protestation, ou comme moyen pour pousser le Parti Socialiste vers la gauche, il a par la suite été considéré comme une alternative de gouvernement peu fiable, voire dangereuse. L'activation du levier de la peur par les autres partis semble avoir fonctionné.

Afin de comprendre l'inexplicable, *La Secretaria de Organización de Podemos* dirigée par Pablo Echenique a envoyé à tous les sympathisants un document questionnaire⁴⁰ dans un

³⁶ MOREL, Sandrine, « 'Le Brexit', une arme contre Podemos en Espagne », *Le Monde*, 26 juin 2016.

³⁷ « Espagne : l'échec de *Podemos* », *Le Monde*, 27 juin 2017.

³⁸ Voir la vidéo disponible en ligne in <https://www.youtube.com/watch?v=qwsVrYLzVQ0>, consulté le 25 avril 2017.

³⁹ Citation de Pablo Iglesias in « Pablo Iglesias achaca su bajada el 26-J al "miedo" a que gobernase "lo nuevo", *El País*, 1er juillet 2016.

⁴⁰ Voir « Podemos duda de todo y pregunta a sus bases las causas de su fracaso », *ABC*, 30 juin 2016 ; « Las cuatro posibles explicaciones del fracaso del 26-J : Echenique pregunta a las bases, 30 juin 2016.

Plan de Análisis participativo de la campaña y los resultados del 26-J afin d’analyser avec la plus grande objectivité possible la série de facteurs – alliance avec IU, Brexit, gestion des conversations après le 20-D, discours social-démocrate, débats et *spots* électoraux, mairies « du changement », « main tendue du PSOE », propagande électorale, peur que *Podemos* puisse gouverner, etc⁴¹ – qui pourraient expliquer les résultats.

“Se abre un periodo de análisis y reflexión que busca identificar las causas que han ocasionado este mapa electoral sin que ello suponga buscar culpables sino lo contrario; las decisiones han sido colectivas, los errores que hemos podido cometer también lo son y el análisis es bueno que también lo sea⁴²”.

La frustration née de ces élections a contribué sans grande surprise à diviser le parti politique en deux courants incarnés par deux personnalités différentes. En effet, les familles diverses et parfois antagonistes qui composent le parti ont créé une situation explosive. Les querelles d’egos et des divergences de ligne politique dont les attaques se sont faites sur les réseaux sociaux ont lassé une partie des militants : d’un côté Iñigo Errejón, opposé à la coalition avec le parti néocommuniste IU mais favorable à une alliance avec les socialistes du centre pour chasser du pouvoir Mariano Rajoy afin de montrer qu’il est capable de gouverner en suivant une ligne institutionnelle ; et de l’autre côté, le très charismatique et médiatique Pablo Iglesias qui ancre le parti clairement à gauche et abandonne la ligne de discours transversal.

Il semblerait que les sondages des élections de 2016 aient changé le vote puisque l’alliance d’IU et de *Podemos* n’est pas parvenue à dépasser le Parti socialiste qui reste la deuxième force du pays derrière le PP. En effet, les informations erronées des enquêtes ont probablement eu de l’influence sur l’opinion publique, dont de larges secteurs conservateurs ont préféré voter pour le PP, non pas en faveur de Mariano Rajoy ni de la corruption mais contre Pablo Iglesias, pour toutes les raisons invoquées précédemment – effet Brexit qui a encouragé l’électorat à se rallier aux partis traditionnels, alliance avec IU qui a inquiété une partie de l’électorat de *Podemos*, arrogance de Pablo Iglesias, projet de référendum de la Catalogne, fort taux d’abstention. Les stratégies développées par la coalition ont échoué et n’ont pas conditionné un autre type de gouvernement. Les résultats de ces élections, qui n’ont toujours

⁴¹ De manière assez surprenante, il n’y a eu aucune question sur le leadership de Pablo Iglesias.

⁴² Citation issue de « *Podemos pregunta a las bases por los motivos del fracaso: ¿IU, "el miedo" o la campaña?* », *Europapress*, Madrid, 30 juin 2016.

pas été digérés par les dirigeants du parti, ont prouvé que le bipartisme n'est pas mort en Espagne.

Même si *Podemos* a perdu son pari de prendre le pouvoir du premier coup – alors que ses ambitions au départ étaient beaucoup plus humbles –, de dépasser son rival à gauche et de le transformer en une force d'appoint, il faut saluer la trajectoire phénoménale de *Podemos* qui a parcouru vingt années en trois ans. En effet, le parti issu de l'indignation citoyenne, né il y a seulement trois ans, s'est transformé en pivot de la vie politique espagnole, bouleversant l'échiquier électoral en ouvrant un nouvel espace politique à un moment critique. *Podemos* arrivera peut-être à la tête du gouvernement d'ici plusieurs années, comme l'a fait Siriza, à condition que le parti identifie ses erreurs, les corrige et précise son discours.

Bibliographie

Sources secondaires

ALBERTOS, José Fernández, *Los votantes de Podemos : del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2015.

BARRET, Christophe, *Podemos. Pour une autre Europe*, Paris, Les Editions du Cerf, 2015.

BESCANSA, Carolina, ERREJON, Iñigo, IGLESIAS, Pablo, MONEDERO, Juan Carlos, *Podemos, Sûr que nous pouvons*, traduit de l'Espagnol par Martine Sicard, Editions Indigène, 2015.

BRIEGER, Pedro, « La encrucijada española » : del 15M a la disputa por el poder », Madrid, Clave Internacional, 2015.

DOMINGUEZ, Ana, GIMENEZ, Luis, *Claro que podemos. De La tuerka a la esperanza del cambio en España*, Barcelone, Los Libros del Lince, 2012.

MOUFFE, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, 2018.

NEZ, Héloïse, *Podemos. De l'indignation aux élections*, Paris, Les petits matins, 2015.

TORREBLANCA, José Ignacio, *Asaltar los cielos. Podemos o la política después de la crisis*, Madrid, Penguin Random House Editorial, 2015.

PEREZ ARROZAMENA, Rosa, «*Podemos : la influencia del uso de las redes sociales en la política española*», Madrid, Editorial Dykinson, 2015.

Articles de presse

« "Asaltar el cielo". ¿Quién dijo eso antes », *El País*, 18 octobre 2014.

CARVAJAL, Alvaro, « Iglesias: "Garzón y yo estamos obligados a hablar y estar a la altura" », *El Mundo*, 20 avril 2016.

CARVAJAL, Alvaro, « Los cinco errores para entender el fracaso de Unidos Podemos », *El Mundo*, 28 juin 2016.

« Empezar sin debate y acabar sin investidura », *El Mundo*, 30 août 2016.

« Espagne : l'échec de Podemos », *Le Monde*, 27 juin 2017.

GONZALEZ, Santiago, « ¿Una cita de Marx? Pablo asalta el cielo », *El Mundo*, 21 octobre 2014.

« Intención de voto y valoración de líderes políticos », *El País*, avril-mai 2016.

JORDA, C., « Las cuatro errores del fracaso de Unidos Podemos et sus dos grandes consecuencias », *Libertad Digital*, 27 juin 2016.

« La crisis del Estado de partidos », *El País*, 2 mars 2016.

« La utilidad de una investidura », *El País*, 1er mars 2016.

« Las cuatro posibles explicaciones del fracaso del 26-J : Echenique pregunta a las bases, *La Nueva España*, 30 juin 2016.

« Los resultados del 26-J, por comunidades autónomas », *El Mundo*, 27 juin 2016.

« Los resultados del 26-J, por comunidades autónomas », *El Mundo*, 27 août 2016.

« Los populares destacan el tono conciliador de su líder », *El País*, 31 août 2016.

MENDEZ, Lucia, « Sin épica, sin disimulos y sin esperanza », *El Mundo*, 30 août 2016.

MOREL, Sandrine, « Le Brexit : une arme contre Podemos en Espagne », *Le Monde*, 26 juin 2016.

MUSSEAU, François, « Législatives en Espagne : et finalement c'est la droite qui domine », *Libération*, 27 juin 2016.

« Nueva política o la de siempre », *El Mundo*, 1er mars 2016.

« Pablo Iglesias achaca su bajada el 26-J al "miedo" a que gobernase "lo nuevo", *El País*, 1er juillet 2016.

« Podemos pregunta a las bases por los motivos del fracaso: ¿IU, "el miedo" o la campaña? », *Europapress*, Madrid, 30 juin 2016.

« Podemos acepta una alianza nacional con IU para volver a las urnas », *El País*, 21 avril 2016.

PREGO, Victoria, « Moción de censura », *El Mundo*, 2 mars 2016.

RUIZ DE ALMERON, Victor, « Podemos duda de todo y pregunta a sus bases las causas de su fracaso », *ABC*, 30 juin 2016.

« ¿ Qué pasa si no logra la investidura ? », *El País*, 31 octobre 2016.

« Un plebiscito contra Rajoy », *El Mundo*, 2 mars 2016.